

Le 1^{er} acte d'une longue marche ?

Que peut-il se passer ce samedi, jour de marche décidé par une coordination, essentiellement composée de relais de la société civile ? Alors que le pouvoir vient de concentrer dans la capitale d'impressionnants moyens pour la réprimer ou «du moins pour être dissuasif», l'appel à la mobilisation aura-t-il l'écho escompté ? C'est notamment sur cette dernière inconnue que peut se jouer la suite du scénario algérien sur lequel des hommes et des femmes de bonne volonté ont planché. Celui de concrétiser une espérance insensée, dont pourtant tous les ingrédients sont réunis, en réalité sur le terrain.

En fait, cette question ne se pose même pas en termes de statistiques relatives à l'amplitude de la mobilisation. Elle vise l'aspect psychologique qui en découlera. Celui de tester la capacité des «carrés» de marcheurs à résister aux barrages des forces policières quand bien même ils seraient clairsemés. De même qu'il faudra observer le comportement agressif, voire expressément provocateurs des agents chargés de la basse besogne. Comme dans toutes les situations de ce genre, l'ob-

jectif consiste justement à occuper le plus longtemps possible le pavé sans aller au contact pour justement susciter chez le badaud l'adhésion et agréger ou mieux, recruter pour les contestations futures. C'est, semble-t-il, ainsi qu'il faut d'ores et déjà interpréter cette première manifestation unitaire. Elle serait destinée avant tout à amorcer un long processus d'opposition citoyenne au régime jusqu'à le mettre en difficulté et le contraindre, d'abord à écouter le pays et, ensuite, à obtempérer au changement.

Pour les spécialistes des mouvements de masse, l'effet boule de neige exige de l'assiduité. Celle de manifester périodiquement et même tous les jours. Autrement dit, occuper avec constance l'espace public jusqu'à mettre sur la défensive peureuse les relais de la censure qu'ils soient armés ou propagandistes, tout en martelant des mots d'ordre clairs à l'exemple de ce qui se passe avec efficacité dans les autocraties arabes actuellement.

A ce sujet précisément, l'on a lu et entendu de doctes politologues nous mettre en garde contre cette fascination des parallèles. «L'Algérie n'est ni la

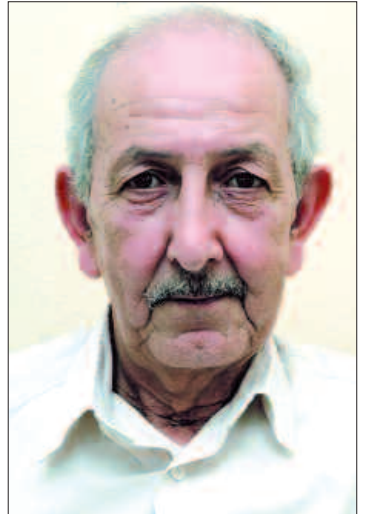
Tunisie ni l'Égypte», insistent-ils pour nous convaincre qu'il n'y a pas de modèle de changement exportable d'un pays à l'autre. Soit, car si, selon ce dogme, la «contrefaçon» transnationale est impossible dans ce domaine, il est encore possible de se ressourcer dans son propre passé. Et même le plus récent. Là encore, l'on nous rappellera l'axiome doctrinal que «l'Histoire ne repasse jamais les plats». Seulement, ils écartent d'un revers de la main le fait que sous le régime actuel, l'Algérie vient d'opérer, à ses dépens, une terrible révolution copernicienne. Celle qui nous a ramenés à la situation de l'année 1991. Avons-nous encore en mémoire ce moment crucial ? Lorsque dans un sursaut de survie face à la dénaturation de la République et à la confiscation des institutions de l'Etat, quelques esprits lucides furent à l'origine d'un comité de sauvegarde, ils traduisaient alors le sentiment de millions d'Algériens abasourdis par la montée en puissance des périls.

Les journées de décembre 1991 qui virent la République traînée dans la boue et l'Etat brocardé par les slogans irrespectueux

du FIS signèrent une première rupture dont la ligne de partage était incarnée par ce fameux comité. Que l'on veuille dans le contexte actuel s'en inspirer est loin d'être une erreur d'aiguillage ou une fausse perspective. D'aucuns admettent que l'Etat a fini par être privatisé par une camarilla et des courtisans et que les symboles républicains ont pratiquement disparu. Dès lors que le recours à un cadre légal de concertation a cessé d'exister et que, d'autre part, les règles élémentaires du droit sont piétinées, il ne reste évidemment que les voies de traverse de la manifestation pour organiser et déjouer les ruses contenues dans les fausses ouvertures qui ne sont, une fois de plus, que pièges et leurres.

En somme, comme ailleurs sous les autres cieux ou plutôt en référence à notre passé, la légitimité a cessé d'être l'apanage de ceux qui continuent à mal gouverner.

L'exemple de ce qui a eu lieu en 1991 et les immenses marches qui l'ont ponctué est totalement justifié 20 ans après. Face à un pouvoir qui n'a eu de cesse de frauder les urnes, de malmenier puis de violer la Constitution et de soustraire au contrôle le



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

train de vie personnel de ses hauts commis tout en couvrant les conflits d'intérêts des lobbies politiques du régime avec le monde des affaires, seule demeure l'alternative de la révolte populaire.

Le délitement de la nation s'illustrant, d'ailleurs, par la «tribalisation» du sommet de l'Etat justifie amplement le recours à celles-ci. Reste, il est vrai, à transformer, sur le terrain, la rancœur muette en détonateur pour passer de l'indifférence solitaire à la dissidence solidaire. L'appel de ce samedi 12 février pourrait bien préfigurer le premier acte d'une longue marche à accomplir.

B. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Le dictateur, le fauteuil aimant et le tube de colle forte à mettre hors de portée des enfants !

Alger, 12 février. La capitale quadrillée par 30 000 policiers. Sans compter les...

... les chameaux et les chevaux !

Ça doit être la combinaison des deux. Le tissu du costume du dictateur et le cuir du fauteuil sur lequel il est assis et duquel il n'arrive pas à se décoller. Il doit y avoir une sorte d'interaction chimique qui colle le costume au siège, et donc, le porteur du costume avec. Si ce n'est pas ça, ça doit être une farce des enfants ou des parents du dictateur. En douce, les chenapans ont dû enduire le fauteuil de colle forte invisible et inodore. Si ce n'est pas ça, alors, c'est un peu plus intime. Le dictateur a dû craquer le pantalon au mauvais endroit, et il n'ose plus se lever, quitter son trône de peur que l'on découvre sa nudité accidentelle, car on a beau être un dictateur, on en reste pas moins un être foncièrement pudique. Si ce n'est pas le costume qui est déchiré dans le fessier ou ailleurs, c'est donc que c'est plus bas encore. Les chaussettes, peut-être ? Le dictateur ne veut pas se lever et quitter son siège parce que ses chaussettes sont dépareillées. Une chaussette verte et l'autre rose bonbon, c'est vrai que ça ne fait pas très sérieux ! A ce niveau-là de la chronique, je pose mon stylo (menteur ! Tu rédiges sur un micro), je marque une pause et je me gratte le menton. Si ce n'est pas l'interaction du tissu du costume avec le

cuir du fauteuil, si ce n'est pas non plus la grotesque blague de la colle dont le fond du siège aurait été enduit par des enfants farceurs, si ce n'est pas non plus le pantalon qui aurait craqué au mauvais endroit, et si ce n'est pas non plus les chaussettes dépareillées ni une créature de rêve qui ferait des heures sup' sous le bureau, qu'est-ce qui scotche ainsi, avec cette force titanesque, le dictateur à son trône ? Mon menton me fait mal à force de le gratter, et je n'arrive toujours pas à trouver un motif plausible au fait que les dictateurs ne puissent pas décoller plus facilement de leurs fauteuils. Par contre, j'ai des propositions pour le futur. Pour empêcher qu'à l'avenir, des personnes installées aux commandes d'un pays y prennent immodérément goût, se transforment peu à peu en dictateurs et refusent carrément, comme c'est le cas aujourd'hui avec quelques spécimens de dictateurs encore en exercice forcé et contre notre gré, de quitter leurs sièges. Il faut tout simplement fabriquer des fauteuils moins moelleux, moins confortables. Des bancs en bois, par exemple, feraient l'affaire, j'en suis convaincu. Et puis, autre mesure à appliquer concomitamment au banc en bois, au siège dur et austère, ne jamais laisser les enfants et parents du dictateur jouer avec un tube de colle forte ! Jamais ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

